59e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 44 3 NOVEMBRE 1949

L'AMI DU CLERGÉ

*Paraît à Langres tous les jeudis*

**Mgr A. ROZIER**
*Protonotaire apostolique ad instar participantium*
**Directeur**

**Mgr F.-M. CATHERINET**
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
**Codirecteur**

# Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Le bimillénaire de la bataille d'Alésia. — II. Le cas Tito et la crise du bolchévisme. — III. Le général Frère, dans la bataille de France. — IV. La politique des Etats-Unis et la Chine. — V. L'Angleterre 1949. — VI. Tremblements de terre. — VII. Contrôle des naissances au Japon. — VIII. Les causes de la victoire juive en Palestine. — IX. L'homme en face du capitalisme et du communisme.

I

« Le bimillénaire de la bataille d'Alésia, où César vainquit la résistance gauloise, placée sous le commandement de Vercingétorix, a été célébré à Alise-Sainte-Reine, près de Dijon. Les plus hautes autorités du département assistaient à cette cérémonie qui a été suivie par une foule considérable. »

Telle était l'information que l'on pouvait lire dans *La Croix* du 14 septembre 1949. Elle était accompagnée d'une image représentant « les guerriers romains défilant dans les rues d'Alésia [1]. »

C'est en effet en l'an 52 avant Jésus-Christ que se déroula le drame d'Alésia, il y a exactement 2.000 ans. Dans la revue *Hommes et Mondes* de septembre 1949, M. André Piganiol, membre de l'Institut et auteur de nombreux travaux sur l'époque romaine, a traité ce sujet. Notre source principale, pour cela, ce sont les *Commentaires* de Jules César, que Salomon Reinach appelait le recueil de « ses communiqués », avec tout ce que ce mot comporte de factice et de publicitaire.

Ce que l'on en peut retirer cependant, c'est d'abord « une certaine définition du Gaulois ».

« C'est, écrit M. Piganiol, un personnage léger, esclave des faux bruits, crédule et dont les décisions sont improvisées. Le principal défaut de ce peuple — *Gallorum infirmitas* — c'est l'inconstance. Il se fatigue aisément et ne soutient pas longtemps son effort. Par suite, il est peu sûr, infidèle aux engagements pris. »

Ce portrait est déjà celui que Polybe avait tracé un siècle plus tôt.

En revanche, César rend hommage à la bravoure gauloise. Il parle quelque part de leur *animi magnitudo*, comme Ammien Marcellin, au IVe siècle parlera de la *magnanimitas gallica*. Et M. Piganiol estime que l'on doit traduire, dans les deux cas, par *héroïsme gaulois*.

Ces hommes si courageux sont d'autre part épris de liberté.

« Convenons que l'image de ce personnage étourdi et naïf, héroïque et fier, fait un assez beau portrait d'ancêtre. »

A la tête de ce peuple, il y avait deux castes puissantes, celle des druides et celle des chevaliers, tous riches et nobles.

Mais le fait capital à retenir de la Gaule d'alors — et peut-être aussi de la France d'aujourd'hui — est le suivant :

« En Gaule, non seulement toutes les cités (ou républiques), tous les cantons (ou pays), mais même, peut-on dire, toutes les familles sont divisées en partis rivaux... Le même système régit la Gaule considérée dans son ensemble ; tous les peuples y sont groupés entre deux grands partis. » (César).

Ce furent ces luttes fratricides qui favorisèrent, en Gaule, comme en Grèce, la conquête romaine.

A César, on peut encore emprunter le portrait du Germain, dont l'invasion en Gaule fut mêlée si étroitement aux succès du général romain.

« César décrit le Germain comme un chasseur, vêtu de peaux de bêtes, nourri de lait et de viande, et il répète à plusieurs reprises, à son sujet, le terme de « sauvage ». Il n'y a pas de comparaison, observe-t-il, entre la Gaule et la Germanie ; le sol n'est pas le même ni le genre de vie. Mais ces sauvages sont des soldats excellents, dont l'approche sème la panique aussi bien chez les Gaulois que chez les Romains eux-mêmes. »

César réussit cependant à les vaincre et cette victoire ferma la Gaule pour plusieurs siècles aux invasions venues de l'Est.

Mais quelle idée devons-nous nous faire de César lui-même et de Vercingétorix ?

Jullian a été sévère pour César. Il ne lui reconnaît pas même le génie militaire et il le dépeint « comme un ambitieux d'une duplicité infernale et comme un soudard ». M. Piganiol pense qu'en le jugeant ainsi on fait tort aux Gaulois. César n'a pu vaincre nos ancêtres sans déployer une souveraine maîtrise dans tous les domaines.

« Il me semble plus juste, dit-il, de l'appeler, avec E. Cavaignac, « un des plus grands capitaines de tous les siècles. »

Il semble bien que ce soit l'opinion traditionnelle qui est demeurée commune. Ce qui rayonne en cet homme, c'est « l'intelligence, élégante et précise — comme le style des *Commentaires* ». Il est clair cependant que César fut l'un des plus profonds ambitieux et des moins scrupuleux de l'histoire.

[1] Dans le même numéro du grand journal catholique était donné le récit des funérailles de son directeur, le très regretté P. Merklen.
Qu'il nous soit permis de joindre notre hommage à tous ceux qui ont été adressés à sa mémoire.

En face de lui, Vercingétorix, qui ne nous est guère connu que par lui, fait figure de héros presque idéal. Il n'est pas seulement un grand patriote arverne, il a de vastes et nobles projets pour son pays. Il veut réaliser l'unité de la Gaule. Ses plans sont sages et grandioses. Il exige l'obéissance et se l'assure en réclamant des otages. Il n'attend pas d'être attaqué et quand il l'est, il applique la défensive de la « terre brûlée », autant qu'il le peut. Sa tactique militaire est savante, étonnante même. Il donne tous ses soins à la cavalerie ; il ordonne la concentration de 15.000 cavaliers et la mobilisation de tous les archers de Gaule. César lui prête même les vues les plus fabuleuses. Après la prise d'Avaricum — Bourges — loin de se décourager, il ouvre à ses soldats d'audacieuses visions :

« Il fera, dit-il, de la Gaule un faisceau de volontés communes auquel le monde entier même sera incapable de résister. »

« Vercingétorix, conclut M. Piganiol, a réellement incarné, dans cette année suprême, tout l'orgueil du nom celtique, et il semble avoir compris que, s'il réalisait l'unité de Celtes, l'Europe était à lui. »

Tous ces rêves devaient s'effondrer dans la tragédie d'Alésia. Au sujet de l'emplacement de cette antique forteresse gauloise, rasée comme tant d'autres villes gauloises, au cours des invasions du V[e] siècle, M. Piganiol estime qu'il ne peut plus y avoir de doutes.

« Il est surprenant, écrit-il, qu'on ait cherché cette ville sur la lisière des plateaux du Jura, près de Salins, sous prétexte qu'un village de cette contrée porte le nom d'Alaise. »

Les fouilles qui ont été faites, à deux reprises, au-dessus d'Alise-Sainte-Reine, sur les flancs du mont Auxois, ont dissipé toutes les incertitudes. Une première campagne de fouilles fut faite en effet, par ordre de Napoléon III, de 1861 à 1865, sous la direction du colonel Stoffel. Elle étudia surtout la plaine des Laumes et les premiers contreforts du mont Auxois et permit de retrouver, outre une quantité d'armes romaines, les traces des travaux de circonvallation. Mais, à une date beaucoup plus rapprochée, en 1905, le commandant Espérandieu entreprit de nouvelles fouilles, qui portèrent cette fois sur l'emplacement même de l'oppidum d'Alésia, à environ 1500 mètres du bourg actuel d'Alise-Sainte-Reine, sur la hauteur.

On a mis à jour des théâtres, des temples, des basiliques, datant tous de l'époque gallo-romaine, mais aussi des fonds de huttes remontant à l'époque gauloise. Il semble donc certain qu'Alésia, après la conquête, se transforma en une cité gallo-romaine et qu'elle fut durant plusieurs siècles, parfaitement prospère. Mais les vestiges très nombreux qui ont été découverts de l'époque gauloise attestent qu'avant la tragédie de l'an 52, la ville était déjà un centre de commerce très important, une sorte de « ville sainte » pour les Gaulois. Le musée d'Alise-Sainte-Reine peut être considéré comme une espèce de musée des antiquités gauloises.

M. Piganiol termine son article par une anecdote piquante. La première fois qu'il gravit les monts Albains, il rencontra, près des champs appelés *Campi d'Annibale*, un paysan qui lui dit avec fierté : « *Annibale, antico Romano !* Annibal, un vieux Romain ! »

« Un jour, dit-il, si les archives du passé se brouillent, on entendra peut-être une voix populaire prononcer, d'une audace égale : *ce vieux Gaulois, César !* »

Et cela trancherait, de manière très simple, la discussion sur le point de savoir si la conquête romaine a été bienfaisante ou fâcheuse pour la civilisation française !

## II

Le 16 septembre dernier, toutes les radios de l'univers annonçaient l'ouverture d'un procès « monstre », en Hongrie. Le principal inculpé était Ladislas Rajk — prononcez : Raïk — et dès le premier jour, il faisait au tribunal du peuple de Budapest des aveux si détaillés et si complets qu'il ne lui fallut pas moins de cinq heures presque consécutives pour achever sa confession. Il plaidait coupable sur tous les chefs d'accusation, il se proclamait publiquement traître, espion au service de l'étranger, conspirateur contre le gouvernement dont il faisait lui-même partie d'abord comme ministre de l'Intérieur, puis comme ministre des Affaires étrangères. Mais il reconnaissait principalement avoir partie liée avec Tito, dans le but d'assassiner les principaux personnages de la République hongroise, dans le but de faire de la Hongrie une colonie de la Yougo-Slavie.

Même après l'abominable procès Mindszenty, on demeure stupéfait des sombres machinations que l'on appelle, au-delà du rideau de fer, la *justice du peuple*. Il s'agit bien d'un procès « monstre », mais au sens de « monstrueux », inhumain, absurde, et pour tout dire imbécile, car il ne saurait tromper que ceux qui veulent l'être.

L'accord est unanime sur un point : c'est moins Rajk et ses amis qui sont visés que Tito. Ne pouvant l'atteindre, lui, parce que sa popularité le protège et parce que son armée est prête à le défendre, on voudrait le déshonorer, en lui prêtant des intentions criminelles, en le désignant comme un fauteur de complots et un instigateur de meurtres, au sein des « démocraties populaires ».

Cela nous amène à reparler de Tito. Ce qu'est le personnage, nous avons essayé de le dire dans notre causerie du 9 septembre 1948. A cette date, le conflit entre Tito et Staline avait déjà éclaté. Il n'a cessé de s'envenimer depuis lors.

Quel est donc l'enjeu d'une lutte aussi inégale entre le tout-puissant maître de l'immense Russie et de ses nombreux satellites et le dictateur de la petite, mais fière Yougo-Slavie ?

Le sujet a été étudié avec beaucoup de détails, en une série d'articles de la *Civiltà cattolica*, par le P. S. Lener, S. J., numéros des 3 mars, 7 mai, 18 juin 1949 d'abord, sous les titres : *Le Schisme yougoslave et le difficile ajustement du bloc oriental*, puis *Répercussions et enseignements du schisme yougoslave*. Enfin, dans les numéros des 6 et 20 août, le même auteur croit pouvoir démontrer qu'il s'agit bel et bien d'une *Crise et Dégénérescence du bolchévisme russe*. Sans oublier les données des trois premiers articles, je voudrais donner ici un aperçu des deux derniers

Pour pouvoir parler d'une dégénérescence du bolchévisme, il faut d'abord rappeler ce qu'il devait être, ce qu'il annonçait, ce qu'il promettait. On peut ramener à trois les caractéristiques du bolché-

visme authentique de Lénine et de Staline, en tant que ce mot exprime « la théorie et la tactique de la révolution du prolétariat en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat en particulier » [2].

Le bolchévisme devait être *ab-étatiste, a-national, anti - internationaliste.* Il serait *ab-étatiste* en ce sens qu'il serait supérieur à toute organisation étatiste antérieure, y compris l'organisation soviétique. Une fois la dictature du prolétariat établie et la révolution achevée, il n'y aura plus besoin d'état au sens actuel du mot. L'organisation étatiste est donc provisoire, rendue nécessaire pour le moment, jusqu'à la destruction du système « bourgeois ».

Le bolchévisme serait en second lieu *a-national*, en ce sens que toutes les différences de nationalités seront supprimées par lui.

Enfin, il serait *anti-internationaliste*, en ce sens qu'il rendra superflues et inadmissibles toutes les relations juridiques internationales. Il est clair du reste que lorsqu'il n'y aura plus de nations, il n'y aura plus d'internationalisme. Pour le moment, le bolchévisme reste international *matériellement*, en ce qu'il comprend dans son unité de structure diverses nationalités, mais cela n'est que transitoire.

Dans une telle conception, le *nationalisme* doit donc être considéré comme une hérésie intolérable. C'est cette hérésie que Staline reproche à Tito. Et c'est pour le même crime, en somme, que Lazlo (ou Ladislas) Rajk et ses complices ont été poursuivis. C'est pour la même hérésie que Gromulka, en Pologne, Kostov et peut-être Dimitrov lui-même, dont la mort récente fut si suspecte, en Bulgarie, le général Markos, en Grèce, ont été diversement « liquidés ».

Mais voici que Tito proteste. Il soutient que le véritable hérésiarque siège au Kremlin. Et cela pour une bonne raison, c'est que c'est au Kremlin que l'on fait une politique étatiste, nationaliste, antimarxiste-léniniste.

En Russie, en effet, dès avant la guerre, on aimait à réveiller les grands souvenirs historiques de l'époque tsariste. Pierre-le-Grand, Ivan-le-Terrible, les généraux Souvarov et Koutousov étaient proclamés des héros nationaux. Ils étaient glorifiés dans les textes d'histoire et les traités de stratégie soviétiques.

Durant la guerre, le patriotisme russe fut excité par tous les moyens. Ce fut pour la Russie et non pour Marx, Engels, Lénine, que le peuple russe accepta de se battre en des conditions d'héroïsme que tout l'univers a reconnues.

Tito prétend que ce sont là des exemples inoubliables, que ce que les Russes ont fait, les Yougoslaves devaient le faire à leur tour, et que l'ayant fait, ils ont le droit de conserver leur autonomie et leur indépendance, dans le cadre de la fraternité bolchévique.

« En aucun texte de Lénine ou de Staline, remarque le P. Lener, il n'est énoncé comme principe que le terme Etat socialiste doive être synonyme de vassal ou colonie de l'Union soviétique. »

Tito, appuyé sur le peuple et sur son armée, comme aussi sur sa police, prétend gouverner à sa guise, poursuivre ses buts personnels ou nationaux, sans dévier du communisme d'une part, sans se subordonner aux intérêts russes d'autre part.

Ce qu'on lui reproche, ce n'est donc pas l'hostilité à la cause de la révolution mondiale, mais l'opposition à l'hégémonie russe. Le seul crime désormais, pour les communistes d'obédience stalinienne, c'est la prétention à l'indépendance en face de la Russie. C'est pourquoi, la Russie, pour mieux frapper Tito, l'a fait condamner par le *Kominform*, c'est-à-dire par le faisceau des nationalismes-communistes voisins. Elle a dressé contre Tito la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, l'Albanie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, et elle a exigé des partis communistes, en pays « bourgeois », le serment de fidélité consistant à jurer qu'en aucun cas les communistes ne se battraient contre la Russie.

Il est « de foi » dans la religion communiste, que l'on ne peut être communiste sans être l'esclave de Moscou, sans travailler pour la grandeur russe, sans servir les intérêts russes. Staline a repris à son compte les plus vastes ambitions russes. Le communisme *s'est mué en impérialisme russo-soviétique.*

Pour tout communiste se pose le dilemme suivant : ou philo-soviétique ou non-communiste ; ou esclave de l'impérialisme russo-soviétique ou hors-la-loi du bolchévisme.

La position intenable de Tito est donc la suivante : il veut être communiste, il prétend l'être envers et contre tous, et ne pas obéir aux ordres de Moscou.

Mais ce n'est pas tant la personne de Tito qui nous intéresse, car, après tout, ce n'est qu'un dictateur marxiste, antireligieux, dont nous ne pouvons admettre ni le passé, ni le présent, ni l'avenir tel qu'il l'envisage. Ce qui est grave, en tout cela, c'est « la crise et la dégénérescence du bolchévisme ».

Le P. Lener condense sa pensée dans le passage que voici :

« L'organisation bolchévique fut construite et proclamée en tant qu'*a - nationale, ab - étatiste*, et maintenant, en Russie, elle est devenue *supernationaliste* et *impérialiste*. Entre les divers partis communistes devait exister une égalité fraternelle ; et voici qu'ils sont *de jure* — grâce au philo-soviétisme obligatoire — assujettis en plein au parti et à l'Etat soviétique. Aux peuples, qui se seraient libérés de l'impérialisme capitaliste avait été promise la liberté et l'autonomie nationale, et voici qu'ils sont réduits à la condition de vassaux de l'Etat soviétique ; le communisme, en vertu de son athéisme essentiel, est opposé à toutes les religions qualifiées « d'opium du peuple », mais voici que, tout en persécutant l'Eglise catholique à mort, il reconnaît et protège l' « Eglise » russe, en tant qu'instrument de la nouvelle politique impérialiste. L'adhésion des masses russes au nouveau régime est provoquée officiellement par des motifs nationalistes, mais le nationalisme est considéré comme un « délit » dans les pays satellites, et les vieux chefs, « de foi communiste indiscutable », sont éliminés, emprisonnés et exécutés parce que coupables de ce délit ! »

Et ce n'est pas tout. Dans l'Union soviétique elle-même, où, depuis des années, il n'existe plus d'autre classe que le prolétariat, la tyrannie bolchévique ne cesse d'aggraver son formidable « appareil d'oppression, d'espionnage et de répression ». La dictature *du* prolétariat est ainsi devenue la dictature *sur le* prolétariat. La contradiction est telle que Staline en personne a dû en donner une expli-

[2] Cette définition est de Staline, dans son ouvrage *Questions du léninisme.*

cation, qui ressemble à des excuses, au XVIII[e] Congrès du parti communiste russe, en mars 1939. Il est vrai, a-t-il dit en substance, que l'Etat, comme l'enseigne Engels, doit disparaître dès que la société socialiste sera solidement établie dans un pays, et il est vrai également que chez nous une telle société existe depuis quelque temps déjà, mais la thèse d'Engels ne peut être mise en pratique aussi longtemps qu'il subsiste un encerclement capitaliste de notre pays et, par le fait, un péril de restauration bourgeoise.

Le bolchévisme est ainsi pris dans son propre engrenage. Il ne peut relâcher son étreinte par crainte d'une réaction. N'étant pas en état de tenir les promesses faites au prolétariat, il peut sans cesse redouter une révolte du bon sens et du besoin de liberté, chez les peuples dupés et asservis. Il est donc enfermé dans un cercle vicieux que le P. Lener, en concluant, formule ainsi :

« *Oppression et violence au dedans justifiées par les nécessités de la politique extérieure, et politique extérieure d'hostilité et d'agressivité (expansionnisme* ou *impérialisme soviétique) déterminée par des raisons de politique intérieure.* »

Le système est victime de sa propre structure. La violence engendre la violence : « Celui qui se sert de l'épée périra par l'épée ». Pour faire supporter à ses peuples la plus effroyable tyrannie que l'histoire ait connue, la Russie soviétique est contrainte soit de se prétendre encerclée, menacée, obligée à la défensive, soit de promettre le triomphe de la révolution mondiale et par suite l'extension de l'hégémonie russe à l'univers entier. Elle fait l'un et l'autre alternativement, proclame la paix en préparant la guerre, et aboutit à cette anomalie incroyable : que la révolution prolétarienne universelle n'a servi qu'à porter au pouvoir un petit nombre d'hommes, qui ont confisqué à leur profit l'idéal de justice sociale dont se parait le communisme.

Conclusion : *Nil violentum durabile.* Rien de ce qui est violent ne peut durer, mais plus cette violence de la tyrannie rouge sentira de résistance, plus elle se raidira et se fera impitoyable. Ce sont les Tito, les Rajk, les Kostov, les Gromulka et leurs congénères qui en sont les premières victimes. Saturne dévore ses propres enfants !

## III

Sous le titre : *Un grand Soldat : le général Frère dans la bataille de France*, le général Weygand, de l'Académie française, a voulu rendre hommage à l'un de ses meilleurs lieutenants, en deux articles de la *Revue... des deux-Mondes* du 15 août et du 1[er] septembre 1949.

Ce fut le 17 mai 1940, au moment où déjà le front français donnait de grandes inquiétudes, que le général Frère fut placé à la tête de la VII[e] Armée française. Cette armée était formée de pièces et de morceaux non-réunis, qu'il s'agissait de grouper, de prendre en main et d'utiliser pour la plus difficile des missions :

« Cette armée devra barrer la route de Paris, en rétablissant la liaison entre la gauche de la VI[e] Armée qui est à Tergnier et la IX[e] Armée dont on suppose la droite vers Saint-Quentin. »

Remarquons cette fin de phrase. « On suppose » que la droite de la IX[e] Armée se trouve vers Saint-Quentin ; mais on n'en sait rien ! Le poste de commandement de cette armée ne répond pas au téléphone. Le I[er] Groupe d'Armées dont elle dépend ne sait rien d'elle. Et le général Frère n'a pas d'état-major lui-même pour se mettre à la tâche qui lui est assignée.

Tout cela démontre l'état de désorganisation dans lequel se trouve notre front à cette date.

Ce fut le mérite du général Frère de ne pas se décourager, de répondre sans retard à l'appel du commandement suprême, qui est encore celui du général Gamelin, mais pour très peu de jours, car Gamelin va être remplacé par Weygand.

Il s'installe provisoirement à Breteuil, prend contact avec ses chefs de corps, organise son état-major, de toutes pièces. Le 19 mai déjà il est à pied d'œuvre. Son chef d'état-major, le colonel Baurès, l'a rejoint ; celui-ci écrira plus tard, à propos de son premier entretien avec le général :

« Frère s'est levé, il semble de sa haute taille dominer la situation encore confuse. Pour la débrouiller, il faut compter avec la finesse de la perception, avec le dévouement de ceux qui vont travailler avec lui, dévouement que suscitera sa grande bonté, que marque pour un instant le sourire affectueux par quoi se clôt ce premier entretien. »

Ce fut en ce même 19 mai que le général Giraud, mis à la tête de la IX[e] Armée — celle dont on ne savait rien — fut pris par l'ennemi. Il devait s'évader d'Allemagne et faire, au moment de la rentrée en scène de l'armée française, la carrière qu'il a racontée dans ses *Mémoires* posthumes.

Il ne saurait, évidemment, entrer dans notre dessein de narrer ici la suite des événements militaires. Le général Weygand s'en tient, du reste, à la VII[e] Armée. Son récit est rigoureusement technique. Il expose les faits avec exactitude et précision. Il montre que le général Frère a agi avec toute la sagesse, toute la science militaire, toute l'énergie que l'on pouvait attendre de lui. Mais la partie était perdue d'avance. L'ennemi était trop fort ; il avait trop de chars d'assaut ; notre aviation était très insuffisante pour les arrêter ; l'aviation anglaise n'apparaissait plus sur le champ de bataille.

Dans la journée du 6 juin, en particulier, la preuve fut faite de tout ce qu'aurait pu obtenir une puissante aviation. Les Allemands, jusque-là contenus, foncent avec de telles masses de chars, qu'un observateur en avion déclare n'avoir jamais imaginé « un pareil fourmillement de blindés ». Devant notre 19[e] Division seule, on estime la masse des chars à 800 au moins et peut-être à 1000.

« C'est sur elle, écrit, le général Weygand, que se déclanche, vers 16 heures, la contre-attaque aérienne préparée par le général Frère. On y a mis toutes les ressources qu'on a pu rassembler : 50 avions. Lorsque les aviateurs rentrent ils ont conscience d'avoir incendié de nombreux chars, d'avoir fait du bon travail. Mais il en reste à faire. Ils ont trouvé tant et tant d'objectifs, cette lutte a été pour eux si passionnante, qu'une fois rentrés au terrain, 34 équipages font recharger leurs appareils et sans nouvel ordre reprennent leur mission sur les mêmes objectifs. Grâce à eux l'avance des chars allemands est freinée le 6 juin. »

Et, sans récrimination, mais sûrement avec une amertume secrète qui n'échappera à personne, le général conclut :

« Ce résultat obtenu avec des forces aussi minimes, permet d'imaginer, sans risquer d'être taxé d'un opti-

misme exagéré, ceux qui auraient pu être atteints, si nos alliés avaient consenti à nous donner un concours sans réserve de leur aviation. »

On touche là au point sensible des événements si malheureux de 1940. Une cause très importante de la défaite est bien là.

Ce que nous voulons encore retenir du récit de Weygand, c'est la magnanimité du général Frère et de tous ses subordonnés, au cours de la retraite qui allait suivre.

Le front a été percé. Il s'agit d'éviter à tout prix l'encerclement, la capitulation en plein champ de bataille, ce que les militaires considèrent comme la faute la plus déshonorante qui puisse être commise par un chef. Frère va donc manœuvrer en retraite, demander à ses troupes de reculer en combattant, sans perdre ni leur liaison, ni leur mordant, ni leur courage.

« Ainsi vont se succéder, comme une suite infernale, ces journées de combats et ces nuits de marche forcée. Les hommes avancent en dormant, les cadres doivent faire appel à toute leur énergie pour entendre ce qu'on leur dit et le faire exécuter. A la fin de la marche, les combattants tombent épuisés sur la nouvelle position qu'on leur demande de défendre. »

Et cela se poursuit sur une distance de 400 kilomètres. On peut dire que la VII^e Armée — et si nous ne parlons que de celle-là, ce n'est pas pour diminuer le mérite des autres — a accompli là, uniquement pour sauver l'honneur, un exploit vraiment mémorable. Le but poursuivi par le Commandant en chef — Weygand lui-même — est indiqué comme suit :

« Le Commandant en chef veut... couvrir aussi longtemps que possible le cœur du pays et conserver le plus grand nombre de grandes unités. Il est essentiel que tous, chefs, soldats, aient le sentiment que, malgré les revers, la direction d'ensemble reste assurée et le sera jusqu'au bout. »

Mais ce but même était presque impossible à atteindre. Obéir, c'était mettre en route des unités qui pouvaient se dissocier, s'engloutir dans la déroute et perdre toute cohésion. Ne pas obéir, c'était s'accrocher désespérément aux positions que l'on occupait, se laisser encercler, se battre jusqu'à épuisement des munitions, et après se rendre à l'ennemi !

Le général Frère, pour conférer de la situation, se rend au G. Q. G. alors installé à Briare. Il n'y trouve pas Weygand, appelé à Tours par le gouvernement. Il y trouve par contre le général Besson, commandant le groupe d'armées, et le général Georges, major-général de l'armée. Et voici les réponses qu'il reçoit :

« Le général Besson insiste sur la nécessité d'un repli profond, pour échapper à l'encerclement. Son exécution tiendra du miracle, mais il faut y arriver. Puis le général Georges me parle de la continuation des hostilités. L'ennemi dispose encore d'une réserve d'une trentaine de divisions ; chez nous, plus rien. Il est donc d'avis qu'une demande immédiate d'armistice s'impose. Le général Weygand, dit-il, partage cet avis [3] et aussi le maréchal Pétain. Hier le général Georges a montré à Paul Reynaud mon compte rendu de Montry : « Voilà, monsieur le Président, a-t-il ajouté, quelle est la situation décrite par l'officier-général le plus optimiste de l'armée française » (Frère). Mais Reynaud s'obstine envers et contre tous. Il veut défendre le réduit breton — avec quels moyens ? — et replier — comment ? — les armées en retraite en Afrique du Nord. »

Frère répond qu'il craint que le recul ne soit cause de dislocation pour ses troupes qu'il a bien en main. Elles pourraient alors devenir un élément de désordre.

« C'est à mon avis, dit-il encore, un argument de plus en faveur de la cessation des hostilités. »

Il lui paraît donc évident, à lui aussi, que l'armistice s'impose , un armistice, malheur moins grand que la capitulation en rase campagne ou que la dislocation des troupes passant toutes de la retraite à la déroute !

Ceux qui ont tenté l'impossible, à cette date, pour sauver tout ce qui pouvait être sauvé, furent de véritables bienfaiteurs du pays en détresse. Le général Frère fut de ce nombre. Il entreprit de battre en retraite, en maintenant les éléments de son armée en réelle cohésion. Il réussit la difficile opération du franchissement de la Loire. Le déploiement de la VII^e Armée au sud du fleuve est terminé le 17 juin. Ce jour-là, il apprend que Paul Reynaud a démissionné, que le maréchal Pétain a accepté le fardeau du pouvoir et demandé au gouvernement du Reich de lui faire connaître les conditions d'un armistice. Mais il fallait tenir encore sans faiblir jusqu'à la réponse du Reich, et jusqu'à la signature, car les conditions pouvaient être tout autres si l'armée s'abandonnait.

« Chaque jour, le général Frère voit ses commandants de corps d'armée. Il insiste sur la nécessité de poursuivre sans désemparer cette retraite. Ceux-ci insistent sur l'état d'épuisement des unités, sur la nécessité de les reconstituer et de les laisser souffler. Ils signalent les difficultés qu'ils éprouvent à ravitailler des réfugiés qui manquent de tout, à leur assurer des soins médicaux. La situation pitoyable de ces malheureux exerce sur les troupes une impression déprimante. La fatigue est en effet effroyable. A chaque instant, il faut lutter pour se dégager. Le général Frère est partout. Il porte sur ses épaules la souffrance de ses hommes »

Et quand, enfin, l'armistice tant attendu est signé, le général Frère pourra adresser à ses troupes cet ordre du jour douloureux mais fier :

« La guerre se termine sans que la VII^e Armée ait été battue... Je connais les efforts surhumains que vous avez dû fournir. Si je vous les ai demandés, c'est pour éviter la honte et les misères d'une capitulation en rase campagne. »

Et il décide que tout combattant ayant pris part aux opérations du 5 au 24 juin et resté en armes à son unité aura droit à la Croix de Guerre.

Avant de mourir, au camp de représailles de Struthof, où les Allemands l'avaient envoyé, en 1943, comme commandant de la « résistance » de l'Armée d'armistice, le général Frère a écrit des Mémoires émouvants dont nous ne citerons que les dernières lignes :

« Mais au milieu de la sombre tristesse du présent perce quand même un rayon d'espoir. Je le trouve dans le souvenir d'héroïsme déployé dans le Santerre, sur l'Ailette, au passage de la Loire et du Cher ; dans le regard direct des hommes qui défilent, témoignage de leur confiance et de leur dévouement total ; dans l'ardeur de la

[3] En note, Weygand précise que c'est le 12 juin, dans l'après-midi, à Cangé, qu'il a demandé au gouvernement la conclusion d'un armistice.

jeunesse que n'ont pas amollie les années de félicité et qui est prête à accepter la discipline et l'effort.

Je veux donc que ce journal s'achève par un acte d'espérance... en la France... et en Dieu... »

### IV

Nous avons parlé, dans notre dernière Causerie, des épreuves que l'expansion communiste fait subir aux missions catholiques en Chine. Nous n'y reviendrons pas aujourd'hui. Mais avec Paul Guérin, dans la *Revue... des deux-Mondes* du 15 août, nous voudrions dire un mot de *la politique des Etats-Unis*, en face du *problème chinois*. Etant donnée en effet l'hostilité bien connue des Etats-Unis à l'égard du communisme, beaucoup d'observateurs se sont étonnés de l'absence de réaction de ce grand pays, en face des progrès et des victoires du communisme en Chine.

Deux raisons expliquent, semble-t-il, cette réserve de l'Amérique. D'une part, une intervention militaire des U.S.A. en Chine risquerait de provoquer un conflit avec l'U.R.S.S. et par suite une guerre mondiale, qui serait quelque chose d'affreux. Les communistes de toute obédience ont beau dénoncer, à bouche que veux-tu, les intentions belliqueuses des U. S. A., il est certain que ce grand pays ne veut que la paix et qu'il fera tout pour éviter la guerre.

Mais, d'autre part, il apparaît qu'il s'est formé aux Etats-Unis, depuis la fin de 1946, une nouvelle conception de politique mondiale.

« Le Département d'Etat, l'Etat-Major, l'Administration en général, ont reconnu qu'il n'était pas possible aux Etats-Unis de contenir l'expansion du communisme dans l'Eurasie, sur tous les points. Il a fallu faire un choix entre l'Europe, la Méditerranée et le Moyen-Orient, d'une part, et l'Asie d'autre part. La déclaration du président Truman en faveur de la Grèce et de la Turquie, le plan Marshall, ont engagé profondément la politique américaine dans l'Atlantique et la Méditerranée. Ces décisions ont eu pour conséquence des sacrifices d'un ordre tel qu'ils ne peuvent être répétés, dans des conditions moins favorables, en Chine. »

Les U.S.A. ne pouvant être présents partout à la fois, il fallait choisir. Ils ont choisi l'Europe, pour deux raisons, parce que l'Europe demeure le berceau et le centre de la vieille civilisation chrétienne, à laquelle les U.S.A. se rattachent et qui leur est chère comme à nous : et parce que l'Europe leur fournissait des points d'appui, des concours, des forces déjà organisées et résolues, qu'ils auraient vainement cherchés en Chine. On ne sauve pas un peuple du communisme sans son aide à lui. Or, le gouvernement de Tchang - Kaï - Chek présentait des signes de corruption et de décrépitude tels qu'il était impossible de s'appuyer sur lui, pas plus que sur un bâton ou un étai pourri. Il semble que si jamais les U.S.A. ont besoin d'une base d'opérations et d'un concours énergique, en Asie, ils estiment qu'ils ont plus de chances sérieuses de les trouver au Japon et non en Chine.

Il existe encore une raison grave qui explique l'attitude expectante de l'Amérique, en Chine. C'est que l'opinion est très divisée, en Amérique au sujet de l'évolution probable des événements en Extrême-Orient. Qu'adviendra-t-il d'une victoire communiste complète en Chine ? Nous, catholiques, nous redoutons avant tout la perte des âmes, le trouble profond jeté dans les missions et les chrétientés chinoises, leur extermination peut-être. Les hommes politiques ont d'autres soucis. Ils se demandent ce que seront les conséquences du triomphe communiste dans le domaine économique et politique universel.

« Les uns estiment que la Chine est un mauvais placement en toutes circonstances et considèrent les conséquences d'une victoire communiste comme regrettables, mais comme peu sérieuses dans un avenir prévisible. Les autres, au contraire, tout en reconnaissant le faible rendement de l'aide précédemment accordée, préconisent une politique active et la continuation de la lutte, parce qu'ils voient dans une victoire communiste complète le prélude d'une perte immense de prestige et de force pour l'Occident. »

Voilà donc les deux thèses en présence. Pour les premiers, les suites d'une victoire communiste en Chine sont moins à redouter qu'il ne semble, à ne regarder que l'immensité des territoires conquis. Il y a de grandes chances, pensent-ils, pour que les communistes chinois deviennent, si l'on peut dire, des communistes « à la Tito », c'est-à-dire beaucoup plus préoccupés des intérêts de leur pays que de ceux de la Russie, et nullement disposés, en tout cas, à se mettre purement et simplement à la remorque du communisme soviétique. On a vu plus haut, que dans la conception communiste russe actuelle, être communiste ne signifie plus rien d'autre que d'être vassal de la Russie, d'être attelé au char de l'impérialisme russe, et de proclamer que toute guerre entreprise pour la Russie est sainte, tandis que toute guerre menée contre les intérêts russes est abominable !

Il est peu probable, dit-on, que les communistes chinois entrent dans une vassalité de ce genre. Même s'ils le voulaient, cela leur serait impossible : « La Chine a été et sera toujours plus forte que ses gouvernements. »

Ajoutez à cela que le communisme chinois, au sortir de la guerre qu'il mène depuis des mois, se trouvera à la tête d'un pays ruiné, dévasté, épuisé, exsangue.

« A supposer qu'il restât un vassal obéissant de Moscou, il n'apporterait à l'U.R.S.S. que la charge d'un corps immense, mais faible en ressources industrielles exploitables dans un avenir prochain. »

Au surplus, ces ressources elles-mêmes ne pourront être mises en œuvre que par des techniciens et à l'aide de capitaux étrangers. La Russie ne pourra fournir ni les uns ni les autres. Il faudra donc que la Chine, même communiste, cherche ailleurs des concours, comme il arrive à Tito demeuré communiste. Et, à la faveur des relations commerciales avec l'Occident, détenteur des capitaux et des techniciens, il y a lieu d'espérer un changement d'orientation ou du moins d'influence, en Chine.

La stratégie mondiale corrobore ces conclusions. Elle est construite en prévision d'une offensive russe. En aucun cas, l'Occident ne prendra l'initiative de la guerre. Mais il se tient sur ses gardes. Le pacte atlantique, signé à Washington, le 4 avril 1949, en est la preuve. Or, si un conflit, provoqué — *directement* ou *indirectement* — chose plus probable par la Russie communiste, éclatait, les stratèges occidentaux estiment que

« les Etats-Unis doivent avoir deux objectifs essentiels :

celui de garder un contrôle aérien et naval absolu des océans et des mers du globe, et celui, en cas de guerre, d'attaquer l'U.R.S.S., non pas, tout au moins au début, sur la périphérie de l'Eurasie, par des débarquements coûteux et sanglants, mais par des attaques menées sur les centres vitaux de la Sibérie et de la Russie d'Europe, avec les armes atomiques nouvelles. »

Inutile donc de garder, à grands frais, une tête de pont en Chine, mais il est très important de garder au Japon une position de flanc analogue à celle de l'Angleterre, en marge du continent européen.

Les partisans de l'opinion opposée appartiennent, pour la plupart, au parti républicain, qui n'étant pas au pouvoir, aux U.S.A., n'a aucun moyen de faire prévaloir son point de vue.

Il reste que l'Amérique, après avoir, dans le pacte atlantique, mis à peu près en ordre les buts et les moyens de sa politique, en Europe, et dans le Moyen - Orient, a encore beaucoup à faire pour établir une sorte d'unanimité du même genre, dans le Pacifique. Les U.S.A. sont détenteurs d'une force immense. Ils ne peuvent cependant rien tout seuls. Il leur faut le concours de l'Occident européen. Ils doivent donc travailler à se mettre d'accord avec leurs alliés sur tous les points, et il semble qu'ils l'aient compris, puisque l'on nous a annoncé qu'à Washington des négociations se sont engagées, en septembre 1949, entre les grandes puissances occidentales, au sujet des problèmes d'extrême-orient : Chine, Indochine, Siam, Birmanie, Indes, Pakistan, Indes néerlandaises, Japon, Philippines. Tout se tient désormais dans le monde. L'univers est devenu un échipier unique. Ce ne sont pas les pions tout seuls qui gagnent la victoire, mais il n'en est point d'inutile. La partie sera gagnée non par un « échec au roi » mais par un « échec au communisme soviétique ». Ce n'est pas, semble-t-il, pour demain.

## V

Dans la même *Revue... des deux-Mondes* des 15 juillet, 1er et 15 septembre 1949, M. Jacques Chastenet a donné une suite fort intéressante d'articles intitulés : *Grande-Bretagne 1949*, où il étudie avec une grande sympathie et une pénétration remarquable la situation actuelle de l'Angleterre. Il s'est produit, en effet, dans ce pays, depuis les deux dernières guerres, une sorte de révolution intérieure, dont les résultats commencent à être bien visibles aux regards attentifs. C'en est fait de la vieille Angleterre, telle que nous nous figurions la connaître. Rappelons-en les traits traditionnels :

« Individualisme, empirisme, pragmatisme, sens pratique, goût de l'entreprise et de la libre initiative, impatience des contraintes extérieures, méfiance à l'égard des systèmes, attachement en même temps aux traditions et respect des hiérarchies sociales, religiosité enfin ; le tout coloré d'un léger snobisme et de quelque hypocrisie : voilà, aux yeux du public français, ce qui pendant longtemps a paru caractériser le tempérament britannique.

Conception que venaient illustrer des images datant de la fin de l'époque victorienne où, au plus récent, de l'époque edwardienne : trident de Neptune, Cité de Londres maîtresse des marchés financiers, Dominions serrés autour de la mère patrie, Lords opulents, Parlement de *gentlemen*, cadets aventureux, week-end fastueux, endiablées chasses au renard, balle de polo lancées le long de toutes les latitudes. »

Cette conception-là est actuellement presque entièrement périmée. La guerre du Transvaal avait créé une fissure. Celle de 1914-1918 élargit cette fissure jusqu'à faire s'écrouler une aile du bâtiment ; les difficultés économiques et financières qui suivirent effondrèrent une autre aile ; la guerre de 1939-1945, puis la révolution travailliste paraissent avoir démoli le reste.

En réalité, ce n'est peut-être qu'une façade qui a disparu, laissant apparaître l'Angleterre vraie, l'Angleterre du peuple, que nous cachaient les aspects séculaires de l'Angleterre des *gentlemen*.

« Le Continent connaissait les *gentlemen* ; il connaissait peu les autres Anglais. Aussi s'est-il étonné de voir brusquement la nation britannique se rallier à une philosophie politique exempte de tout empirisme et inspirée au contraire par le plus pur et le plus abstrait esprit de système. Le Royaume-Uni devenu un « Royaume des professeurs » : cela a paru à peine croyable ! »

Et pourtant, dans l'histoire, l'Angleterre s'est bien souvent révélée « comme un peuple de déterminés raisonneurs, de subtils dialecticiens, de redoutables théologiens et de fameux échafaudeurs d'abstractions. » Rappelez-vous la « conscience nonconformiste », le « mouvement chartiste », le « radicalisme philosophique », les « mouvements bibliques », etc.

« Il n'est pas si étonnant, à la réflexion, que tant d'Anglais soient séduits par les systèmes de lord Keynes ou du professeur Laski , leurs grand-pères ne l'avaient pas moins été par le système de Bentham ; il est encore moins étonnant que, malgré ses échecs, Sir Stafford Cripps ait conservé du prestige : Sir Stafford Cripps est un théologien de l'entourage de Cromwell, un doctrinaire puritain. »

L'esprit de classe, depuis le triomphe du travaillisme est devenu l'une des formes de l'esprit théologien, en Angleterre. Mais à la différence de ce qui se produit sur le continent, l'esprit de classe, en Angleterre, ne proclame pas la « lutte des classes », ne vise aucunement à la liquidation des autres classes, mais seulement à défendre les intérêts de la classe ouvrière, en affirmant la solidarité de tous les travailleurs.

Il se produit cependant quelque chose d'étrange au sein de cette classe ouvrière. Obligée de tenir compte des rudes réalités de la vie quotidienne, elle a peine à élargir son horizon jusqu'aux grands problèmes mondiaux. Ces problèmes sont des problèmes de gouvernement, et ce sont ses élus qui ont à les affronter. Mais il y a souvent opposition entre les réflexes de la classe ouvrière et les solutions des problèmes gouvernementaux. De là ces essais de grève que le gouvernement cherche à apaiser par la persuasion, sans y réussir pleinement à tout coup. La classe ouvrière est en désarroi, parce qu'il lui faut renoncer à tel ou tel avantage, parce que ses chefs, installés par elle au pouvoir, lui disent que ce n'est pas le moment, que ce qu'elle désire n'est pas possible actuellement, qu'il faut patienter. Il y a donc, en Angleterre, désarroi des *gentlemen*, parce qu'ils ont perdu le pouvoir, et parce que les lois sociales actuelles les dépouillent peu à peu d'une bonne part de leurs revenus ; il y a aussi désarroi des ouvriers, pour la raison qu'on vient de dire, désarroi de la classe moyenne, qui est loin, en Angleterre, d'avoir autant d'extension qu'en France.

Au fond, ce qui est en cause, c'est ce fameux *standard* de vie dont les Anglais étaient si fiers, et dont ils brandissaient la formule comme un idéal pour tous les autres peuples. Le whisky et le gin sont hors de prix, les devises nécessaires pour un voyage à l'étranger sont délivrées au compte-goutte ; il faut mille formalités pour obtenir — quand on l'obtient — de quoi améliorer le confort du *home*. Il ne reste comme *alibi* et distractions que les théâtres, les cinémas, les hippodromes, les cynodromes, le foot-ball, le cricket, la boxe. Ajoutons que les *gentlemen* jouent beaucoup à la Bourse, parce que les gains y échappent à l'*income-tax* ou impôt sur le revenu. « Ces gains, assure M. Chastenet, constituent aujourd'hui le plus clair des ressources de nombre de *gentlemen*. Ceux-là sont en général partisans d'une dévaluation de la livre sterling qui tonifierait la cote ». Ils ont obtenu gain de cause, sous ce dernier rapport. Mais on joue aussi beaucoup en Angleterre aux courses de chevaux ou de lévriers, ou au foot-ball, enfin à la boxe. Des sommes énormes sont engagées en chaque compétition notable.

Au point de vue des mœurs, la jeune fille est totalement émancipée. Depuis longtemps déjà, les filles sont outre-Manche, « plus entreprenantes que les garçons ». Le nombre des divorces augmente : 6.332 en 1939, 10.000 en 1943, 33.350 en 1946. L'enseignement des pratiques anticonceptionnelles tend à se généraliser.

M. Chastenet pense « que le *home* — qui d'ailleurs n'a jamais eu la stabilité du foyer français — se délite de plus en plus. Il est peu confortable, mal chauffé : les enfants le quittent dès qu'ils peuvent pour vivre leur vie et la gagner. Mais ils y reviennent toujours à la Noël. »

Somme toute, le nombre des oisifs ayant beaucoup diminué, il n'y a pas plus de désordres moraux qu'autrefois. « Ni la littérature pornographique ni la prostitution ne sont en développement. »

Où en est maintenant la religion, en Angleterre ?

Il s'y trouve encore une religion d'Etat : l'anglicanisme ou Eglise établie. « Les dogmes et le rituel de cette Eglise sont sanctionnés par des Actes du Parlement, elle possède des biens fonciers considérables et perçoit des dîmes. »

A noter toutefois, qu'en Ecosse c'est l'Eglise presbytérienne qui est officiellement « établie » et qui jouit des avantages de l'anglicanisme en Angleterre proprement dite. D'autre part, dans le pays de Galles, l'Eglise anglicane a été « désétablie » en 1920.

On estime à soixante pour cent environ le nombre des Anglais théoriquement affiliés à l'Eglise officielle. Les offices sont assez suivis. Mais le dynamisme de cette Eglise est faible. « Ses traditions sont plus administratives qu'apostoliques ». On disait d'elle jadis qu'elle avait pour but de pourvoir d'un *gentlemen* toutes les paroisses du royaume. C'était une carrière agréable et confortable que celle de clergyman. Mais cette Eglise est intérieurement écartelée : une fraction de son clergé et de ses fidèles incline « vers un latitudinarisme rationaliste et s'intéresse beaucoup plus aux problèmes sociaux qu'aux questions proprement religieuses ». C'est ce qu'on appelait jadis la *Broad Church* — l'Eglise large. On y remarque aujourd'hui des dignitaires, tels que l'évêque de Birmingham et le doyen de Cantorbéry — surnommé « le doyen rouge » — qui affichent une véritable sympathie pour le communisme et voudraient nous faire croire que la religion chrétienne jouit, en pays communiste, d'une admirable liberté !

Une autre fraction du clergé et de l'Eglise reste attachée au protestantisme anti-romain d'autrefois, mais cette fraction tend à diminuer. La fraction la plus vivante de l'Eglise anglicane est celle qui arbore le nom d'*anglo-catholique*. Elle se déclare fidèle non seulement à l'Ecriture mais aussi à la tradition, elle tourne ses regards vers le catholicisme, montre une grande déférence pour le pape, sans accepter toutefois la suprématie de juridiction du Saint-Siège. Elle adopte la plupart des formes de la liturgie romaine.

« Un service célébré à Sainte-Madeleine d'Oxford, temple protestant pourtant, est à peine distinguable, sauf par l'emploi de l'anglais en place du latin, d'une messe romaine. Ni la confession auriculaire, ni l'extrême-onction ne sont inconnues à cette « Haute-Eglise » anglicane et on y admet, au moins implicitement, la Présence réelle dans les Saintes Espèces. »

Si de l'Eglise anglicane nous passons à l'Eglise presbytérienne d'Ecosse ou aux diverses Eglises non-conformistes d'Angleterre, nous rencontrons partout des signes de décadence, même chez les *méthodistes* qui furent, au temps de Wesley, une tentative de rajeunissement et de réforme de l'anglicanisme. Les chapelles « non-conformistes », encore si actives il y a cinquante ans, et si attirantes pour le monde ouvrier, ont beaucoup perdu de leur prestige, parce que le monde ouvrier, sans manifester le moindre esprit anticlérical ou antireligieux, a cessé cependant de s'intéresser aux problèmes religieux, comme autrefois. Dans les *meetings*, on cite moins souvent la Bible. On assiste cependant, çà et là, à une reviviscence du protestantisme. Il se fait des campagnes de « missions » dans les diocèses anglicans. Le mouvement d'*Action chrétienne*, auquel s'intéresse activement Sir Stafford Cripps, a de fervents adeptes.

« La véritable ferveur religieuse, conclut M. Chastenet, c'est toutefois au sein du catholicisme qu'il faut la chercher. On compte maintenant en Grande-Bretagne environ trois millions de catholiques « romains » et ce chiffre va vite en augmentant, tant du fait de l'immigration en provenance de l'Irlande que de celui de conversions parfois retentissantes, telles que celles des romanciers Graham Greene et Evelyn Waugh, telle aussi celle de Mr. V. Knox, directeur du *Punch*. C'est dans le catholicisme que beaucoup d'intellectuels britanniques trouvent à satisfaire leur besoin d'ordre, de certitude et d'unité, à satisfaire aussi un certain romantisme latent dans l'âme anglaise : le roman de Graham Greene, *The Power and the Glory* — *La Puissance et la Gloire* — apparaît à cet égard significatif. »

Il y a donc un courant de « conversion » au catholicisme en Angleterre. Ni la question du dogme, ni le célibat ecclésiastique n'y feraient obstacle. Mais les Anglais de la Haute-Eglise ne peuvent admettre la nullité de leurs ordinations. Ils sont surpris qu'on ne réordonne pas les membres du clergé orthodoxe, quand ils se rallient à Rome, alors que l'on considère les membres de leur clergé comme de simples laïques, ayant à recevoir de nouveau tous les ordres, lorsqu'ils se convertissent.

Perspectives d'avenir :

« L'Angleterre n'est certes pas près de se convertir en masse au catholicisme et la tradition d'hostilité au « pa-

pisme » n'y est pas tout à fait morte. Cependant, dans leur inquiétude actuelle et aussi, doit-on ajouter, dans leur crainte du communisme, de plus en plus nombreux seront sans doute les Britanniques qui se tourneront vers Rome comme vers un phare et un havre. On pourrait aussi soutenir que le progrès du catholicisme en Grande-Bretagne se rattache à ce besoin de sécurité si caractéristique de l'Anglais d'aujourd'hui. Le protestantisme, en effet, laisse l'individu seul en face de la Divinité : l'Eglise catholique, au contraire, lui offre des intercesseurs, des appuis, des absolutions, bref une sécurité. »

Cette fin de citation valait la peine d'être transcrite. Elle traduit en effet, en termes non-théologiques mais d'une psychologie indubitable, l'un des aspects essentiels de la religion catholique : *la certitude*.

## VI

Il s'est produit, au mois d'août 1949, un terrible tremblement de terre, dans la région d'Ambato, en Equateur. Plus de vingt localités ont été détruites ou englouties. On compte environ 5.000 victimes, sans parler de milliers de sans-abri.

Et de nouveau les savants se sont penchés sur ce vieux problème de la cause des tremblements de terre. Les anciens avaient, sur ce point, des explications enfantines et simplistes. On croyait qu'il y avait sous-terre quelque part un montre énorme qui, en se retournant, ébranlait les montagnes. En Mongolie, la cause des perturbations était un porc, aux Indes, c'était une taupe géante ! Pour les Japonais, il s'agissait d'une araignée, ou d'un poisson-chat. Les habitants du Kamtchatka expliquaient les tremblements de terre par les chiens de leur dieu Tuil. Ces chiens étant infestés de puces s'arrêtaient parfois, au cours de la promenade du dieu, pour se gratter : d'où les séismes !

De nos jours, les savants distinguent les séismes volcaniques, provenant de volcans en activité, et ceux provenant de volcans éteints. Dans le premier cas, c'est le magma volcanique qui se déplace, dans le second, il se produit des effondrements souterrains. Il peut aussi y avoir des tassements de rochers sous la croûte terrestre. Mais tout cela est éminemment local et limité. Les grands séismes se produisent dans les couches très profondes de la terre, à une distance variant de 680 à 800 kilomètres et on les appelle « séismes tectoniques ». Supposons des kilomètres cubes de roches en opposition les uns par rapport aux autres. Le long d'une faille, il peut se produire un effondrement. Les éléments en présence vont alors se réajuster, pour un équilibre nouveau. Le choc initial aura duré une minute au plus, mais des contre-coups pourront se prolonger durant des semaines et des mois.

Il s'agit en somme de « contrecoups élastiques ». Cette explication est aujourd'hui la plus générale. On comprend que les régions de hautes montagnes au voisinage de mers profondes, révélant une dénivellation énorme, soient les plus exposées à de tels ébranlements et, de fait, on constate que « la grande majorité des séismes se produit le long d'une des deux grandes ceintures qui entourent le globe. La première suit le rivage du Pacifique et l'autre passe par les Indes, l'Himalaya, le Caucase, les Alpes et les Indes occidentales. »

Tout ce qu'on vient de dire est emprunté à un article de la *Revue de Paris* d'octobre 1949, sous le titre *Tremblements de Terre* et signé Frank W. Lane. Et voici la suite du même exposé.

On a imaginé, pour enregistrer les séismes des appareils appelés sismographes. Le système le plus répandu est le suivant : un poids, lourd parfois de 20 tonnes, est suspendu à une charpente et une pointe enregistreuse est attachée au poids. Lorsqu'un tremblement de terre se produit, la secousse se propage sur toute la terre et elle ébranle notamment le bâti du sismographe, mais la lourde masse suspendue librement fait office de « pendule inversé » par rapport au reste de la terre, en ce sens qu'elle ne bouge pas, mais que le reste de la terre bouge. Il s'ensuit que la secousse est inscrite sur une bande de papier qui se déplace devant l'aiguille enregistreuse.

Lorsqu'un tremblement se produit, il donne naissance à trois ondes qui se propagent autour du globe à une vitesse supérieure à celle de l'obus le plus rapide. La première vague nommée P (primaire) exerce une pression dans le sens de sa propagation et à une vitesse moyenne de 8 km à la seconde. Puis vient la vague S (secondaire) qui affecte un mouvement de torsion ou de va-et-vient. Sa vitesse moyenne est de 4 km 8 à la seconde. Enfin, arrive la troisième vague, appelée L (longue), qui affecte un mouvement irrégulier, mais devient plus régulière en s'éloignant de l'épicentre du séisme. Elle n'a plus que 4 km de vitesse à la seconde. Il est aisé de comprendre que l'examen de ces différentes ondes permet de calculer le lieu, l'heure et la distance du séisme.

Certains sismographes, munis d'amplificateurs électriques, amplifient cent mille fois le mouvement, et sont sensibles même au battement des flots de la mer contre les continents.

Les séismes sont d'importance très variable. Il en est qui se font sentir sur d'énormes surfaces. Le célèbre tremblement de terre qui détruisit Lisbonne, le 1er novembre 1755, fut ressenti sur un tiers de l'Europe. Il fit vibrer et osciller les chandeliers dans les églises, comme des sismographes primitifs, jusqu'à 2.000 km de Lisbonne. Il y eut 50.000 victimes. Dans Lisbonne, 17.000 maisons sur 20.000 furent détruites.

Les effets des tremblements de terre sont parfois extraordinaires : la terre s'ouvre comme un mâchoire et avale tout ce qui tombe dans la fissure qui s'est ouverte. Un rapport officiel de 1906, sur un séisme en Californie, mentionne qu'une vache fut engloutie dans une crevasse, si bien qu'il ne resta hors de terre que le bout de sa queue. Mais le même fait avait été observé bien des fois. En février-mars 1783, en Calabre, des hommes furent happés par la terre, mais, cette fois, rejetés vivants en même temps que de grandes masses d'eau. Ailleurs, on a vu quatre fermes, des celliers à huile et de grandes maisons d'habitation englouties dans une crevasse, au point qu'il n'en resta aucune trace. Dans un autre cas, des maisons s'enfoncèrent sur le sol et la terre se referma avec tant de force que, plus tard, quant on fit de fouilles pour retrouver des objets de valeur, les ouvriers constatèrent que les parties intérieures et extérieures des constructions avaient été comprimées en un seul bloc.

Il peut se produire des déplacements horizontaux ou verticaux : un tronçon de route est déporté d'un

ou plusieurs mètres ; un phare en Californie se déplace de près de deux mètres. On a constaté des déplacement allant jusqu'à six mètres. De bas en haut même phénomène : une plage en Alaska le 10 septembre 1899, fut surélevée de 14 m. 50. Mais ce qui est plus fréquent encore ce sont les effondrements : on connaît un certain nombre de lacs dont l'origine est sismique. C'est le cas du lac Galopin, au Kentucky, dont l'apparition est célébrée par une fête, chaque année, et qui fut formé par un effondrement sismique, rempli ensuite par les eaux du Mississipi. En 1790, le tremblement de terre de Caracas engloutit la forêt d'Aripao. Il se forma un lac de près de 800 mètres de diamètre et de 25 à 30 mètres de profondeur. Dans ce lac, les arbres de la forêt gardèrent leurs feuilles sous l'eau durant plusieurs mois.

Il se produit souvent aussi des séismes sous-marins. Des îles surgissent de toutes pièces, ou bien des fonds marins se creusent. Le plus grand déplacement connu semble être celui de Sagami, au Japon, le 1^er^ septembre 1923. Sur un espace restreint, la mer s'effondra de plus de 400 mètres, tandis que la zone voisine s'élevait de 230 mètres.

Il se produit aussi parfois des vagues de surface sur la terre, comme si la terre imitait le mouvement de la mer. Mais le fait le plus frappant semble être les raz-de-marée produits par certains séismes. Le déplacement du fond de la mer engendre une houle formidable, qui se propage à travers tout l'océan à une vitesse fantastique. Ces vagues qui sont de faible hauteur au départ se dressent jusqu'à trente mètres ou plus, lorsqu'elles rencontrent un obstacle. Le séisme de Sanriku, au Japon, en 1896, produisit une lame de fond qui parcourut tout le Pacifique et fut enregistrée par les marégraphes à San-Francisco, 10 heures 34 minutes plus tard. La distance parcourue était de 7.500 km. La vitesse moyenne avait donc été de 725 km à l'heure une vitesse dépassant celle de la plupart de nos avions ordinaires. Des lames de ce genre ont été constatées à 10.000 et même 16.000 km du point de départ. Le raz-de-marée de Sanriku, dont on vient de parler, inonda tout le district sous une lame de 10 mètres de haut, détruisit 10.000 maisons et noya 27.000 personnes.

Au cours du grand séisme de Port-Royal, à la Jamaïque, le 7 juin 1692, des vagues énormes submergèrent 2.500 maisons en trois minutes. La grande frégate anglaise *Swan* fut soulevée au-dessus de la ville et ensuite ramenée vers le large, par la vague avançant et se retirant !

Plus près de nous, le 8 août 1869, le navire américain *Wateree* se trouvait à l'ancre à Arica, au Chili, avec plusieurs autres navires. Un tremblement de terre se produisit, dans un grondement formidable. La mer se retira laissant à sec les poissons et les monstres marins des profondeurs. Puis elle revint sur elle-même, renversa et détruisit tous les navires ayant une carène ou quille oblique. Mais le *Wateree* qui avait le fond plat fut soulevé et emporté sans la moindre avarie. Il fut secoué certes, mais lutta et put rester à flot, malgré les lames qui se succédaient. Il fut entraîné sur l'énorme masse d'eau, comme une boîte d'allumettes sur un courant rapide, sur près de 5 km le long de la côte et à 3 km à l'intérieur des terres. Il franchit ainsi des dunes de sables, une vallée et une voie ferrée ! Mais tout l'équipage fut sain et sauf et l'amiral Billings, qui était à bord a pu laisser un récit détaillé de tout l'événement.

Citons encore les désastres opérés près de Sagami au Japon, en 1923 : à la suite du séisme une grosse masse d'argile rouge fut jetée dans un torrent de montagne, où elle se dilua. Il en résulta un fleuve de boue de 200 mètres de large et peut-être de 16 mètres de profondeur. Ce fleuve descendit dans la vallée, emportant tout sur son passage, les maisons, les voies ferrées, les ponts jusque dans la mer. Un train de plus de 200 passagers était à l'arrêt dans une gare. L'avalanche l'entraîna et le déposa au fond de la baie. Pas un seul voyageur n'en réchappa. Ce fleuve de boue était si considérable qu'il colora en brun rouge les eaux de la baie jusqu'à plus de 10 km en mer.

Naturellement, on s'est souvent demandé, dans les régions les plus exposées aux tremblements de terre, quel genre de construction serait le plus résistant à ce genre de catastrophes. Jusqu'ici on n'a rien trouvé de réellement efficace, pour parer au fléau.

« Le Japon, par exemple, est le pays des séismes par excellence, et il ne faudrait rien de moins qu'une évacuation totale de l'archipel nippon pour mettre les Japonais à l'abri des catastrophes qui ravagent périodiquement leur pays. »

Il est possible cependant de diminuer le danger. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce ne sont pas les monuments les plus légers qui résistent le mieux. Voici les conclusions des spécialistes de la question :

« En règle générale, une maison à l'épreuve du séisme aura un toit léger, des cheminées larges et courtes, et pas d'arche ni de poutre reliant directement le faitage au sol. L'édifice devra pouvoir bouger d'un bloc sur ses fondations. Les charpentes seront en fer et les murs en ciment renforcé.

Les gratte-ciel américains modernes sont un bon exemple d'immeubles à l'épreuve du tremblement de terre. Gregory affirme qu'ils sont « si lourds que leurs profondes fondations descendent plus bas que le niveau de la principale vague de surface ; et, pour pouvoir résister aux pressions du vent ils doivent être si solides qu'ils n'ont à craindre aucun tremblement de terre, à moins d'être situés près de l'épicentre. »

Il est certain qu'à Tokio, l'*Imperial Hôtel*, construit tout exprès par l'architecte américain Frank Lloyd Wright, durant la guerre de 1914-1918, résista victorieusement premièrement à un violent séisme, alors qu'il était à peu près terminé, et deuxièmement resta debout, après le séisme bien plus violent encore du 1^er^ septembre 1923, le jour le plus sombre jusqu'à présent dans l'histoire du Japon. Tokio fut à moitié détruit, Yokohama le fut entièrement. On compta près de 750.000 maisons démolies et 100.000 victimes ! Mais l'*Imperial Hôtel* put envoyer au constructeur le câblogramme suivant :

« Hôtel intact se dresse en monument à votre génie. Service impeccable à son poste subvient aux besoins de centaines de sans-abri. Félicitations. »

Deux bombes atomiques, en 1945, ont suffi à faire plus de mal, au Japon, que les séismes les plus terrifiants !

## VII

Puisque nous sommes au Japon, nous y resterons encore un peu, pour signaler un trait lamentable de l'après-guerre actuelle. L'article que nous allons relater se trouve, sans signature, dans les *Etudes* de septembre 1949, sous le titre : *Contrôle des naissances dans le Japon vaincu.* En réalité, nous sommes, non en face d'un article, mais d'une lettre de missionnaire.

On sait que le Japon a une population beaucoup trop forte pour l'étendue de son territoire. Cette population dépasse 64 millions. Au rythme moyen de l'accroissement normal, elle sera de 100 millions en 1968, soit dans vingt ans. Déjà avant la guerre, les experts américains avaient signalé le danger aux Japonais. Beaucoup d'observateurs américains ont attribué à cette population débordante l'entrée en guerre du Japon, en 1942. Ils se demandent si le même phénomène va recommencer. Le Japon est vaincu, il a dû capituler sans conditions. Mais cela veut-il dire qu'il doive faire fi des exigences de la morale matrimoniale et, sur l'injonction des vainqueurs, restreindre les naissances, par des « moyens scientifiques » ? Problème poignant ! problème qui ne se pose pas seulement au Japon et dont nous trouvons une réplique dans cette réflexion assez souvent entendue : « A quoi bon avoir des enfants, pour en faire de la chair à canon ? »

Ce problème a été, en ce qui concerne le Japon, résolu par les « techniciens du peuplement », sans aucun égard à la loi de la nature, qui est une loi divine ! A les entendre, le Japon doit suivre « une politique démographique éclairée », et donner ainsi l'exemple aux races d'Extrême-Orient. Les démographes américains ont donc pris le Japon comme terrain d'expérience, non pas tous certes, mais au moins ceux qui ne veulent regarder que leurs statistiques.

> « Ceux-ci lancent l'idée de la restriction artificielle des naissances, sous la forme de conseils techniques au gouvernement japonais, avec l'espoir que celui-ci, de sa propre initiative, proposera des lois que les autorités d'occupation n'auront plus qu'à approuver. »

C'est du moins ce qui semble résulter d'articles publiés dans la presse japonaise.

Une « Mission pour les problèmes de santé et de population », de la fondation Rockfeller, a visité le Japon en 1948, sous la direction du Dr Fairchild-Peu. Aussitôt après, la Diète japonaise passa une loi autorisant « l'interruption de la grossesse », pour raisons « médicales et sociales ».

Au début de janvier 1949, un journal très lu, le *Tokyo Maïnichi*, publiait un éditorial, pour avertir le peuple japonais du danger de l'excès des naissances. Il proposait en conséquence qu'une éducation spéciale fût répandue dans toutes les familles pour éviter le désastre. Prévoyant l'objection de la morale contre les pratiques anticonceptionnelles, le journal déclarait qu'il est « encore plus immoral d'avoir des enfants qu'on ne peut pas élever convenablement. »

Une telle opinion est très répandue, hélas ! dans d'autres pays que le Japon !

La campagne se poursuit au Japon, depuis lors. Le 1er mars dernier, la nouvelle était donnée que le gouvernement japonais avait décidé, la veille, d'autoriser la vente des produits anticonceptionnels, à dater du 1er avril. On annonce, le 5 mars, qu'un vaste programme de propagande va être mis à exécution, par le gouvernement japonais, pour réduire le taux d'accroissement de la population. Des bureaux de consultation seront ouverts dans tout le pays, pour enseigner aux Japonaises les pratiques utiles pour n'avoir pas d'enfants. Les journaux entrent à fond dans le mouvement. L'industrialisation et l'émigration étant exclus, du fait de la défaite japonaise, il n'y a pas d'autre remède. Aucune objection ne saurait être faite, affirme un journal, le *Kyushu Times* du 6 mars, du point de vue religieux ou moral, car « le principe du laisser-faire en cette matière est le plus grand crime. »

Il n'est pas douteux que cette campagne de presse est inspirée par les autorités d'occupation. Or, c'est justement cela qui est grave, et nous devons même dire *scandaleux :*

> « Les chrétiens aussi bien que les non-chrétiens ne peuvent pas comprendre comment une nation qui se dit chrétienne, d'une part, et paraît désireuse de répandre les principes chrétiens au Japon — on a autorisé récemment la vente d'un million de Bibles — d'autre part, envoie des experts pour apprendre aux Japonais, au nom de la science et de la démocratie, à violer la loi de la nature et de son Créateur. Tous les missionnaires au Japon peuvent témoigner que même des non-chrétiens — et en grand nombre — répugnent à employer ces méthodes, non seulement à cause des coutumes sociales traditionnelles, mais parce qu'ils sentent que ces pratiques sont intrinsèquement mauvaises. »

Parmi ceux qui blâment le plus courageusement et le plus énergiquement la campagne en cours, il faut naturellement compter les catholiques. Les médecins et avocats catholiques ont envoyé au général Mac-Arthur une protestation contre cette atteinte au sens moral du peuple japonais. Ils font remarquer que si l'on détruit, chez les Japonais non-chrétiens, ce qui reste de respect pour la loi naturelle, on porte à la moralité du pays un coup dont il ne se relèvera peut-être pas.

Le missionnaire qui signale ces faits conclut en ces termes :

> « Les catholiques du Japon ont élevé leur voix pour protester. Mais à quoi servira la protestation d'une minorité dans un pays vaincu où les fonctionnaires apeurés s'inclinent devant toutes les suggestions qui leur viennent avec la sanction des autorités occupantes ?
>
> La conscience du monde chrétien doit se soulever pour faire arrêter ces expériences brutales et sans scrupule, tentées sur un peuple privé de tout moyen de faire respecter ses droits comme personnes humaines, parce qu'il a capitulé sans conditions devant les grandes Puissances chrétiennes de l'Occident. »

## VIII

Dans le même numéro des *Etudes* (septembre 1949), M. Jacques Dinfreville publie le compte rendu des observateurs de l'O. N. U., dans la dernière guerre de Palestine, cette « drôle de guerre », ainsi que l'appelle notre article :

> « Ce fut, dit-il, une drôle de guerre, où les observateurs, n'ayant pas les moyens d'arrêter les opérations, ont dû se contenter de les limiter. Cela a donné à ces opérations un caractère décousu, fragmentaire, et la mission des observateurs, par la souplesse de son action ellemême, a abouti sans doute à ce résultat étrange de favoriser l'un des adversaires, sans l'avoir réellement voulu...»

L'adversaire favorisé, on le devine, fut le peuple israélien. Au point de départ en effet, il semblait nettement en position critique. La balance des forces était nettement contre lui. La *Ligue arabe* totalisait 35 millions d'habitants, répartis en sept Etats, encouragés par 350 millions de musulmans dans le monde.

Mais ces Etats étaient divisés, jaloux les uns des autres, méfiants et inquiets. L'*Egypte*, avec ses 20 millions d'habitants et ses prétentions mégalomanes, effrayait ses partenares. Le *roi Abdallah*, de Transjordanie, disposant de 400.000 habitants, mais d'une armée bien exercée et bien commandée, s'opposa à l'Egypte par ses intrigues et ne cessa de négocier clandestinement avec les Juifs. L'*Irak* est diminué par une minorité kurde, parfois en relations avec les sionistes. *Ibn Séoud*, l'astucieux souverain de l'Arabie séoudite, ne poursuit guère que le problème de la vente de son pétrole ! Le *Liban*, qui est chrétien, ne marche qu'à contre-cœur avec des musulmans. Il souffre de l'isolement où l'a laissé le départ des forces françaises, en 1946. La *Syrie* ne veut pas admettre qu'un pays de Bédouins qu'elle estime arriéré, tel que la Transjordanie, prétende absorber la Palestine.

La *Ligue arabe*, divisée en politique, se montra impuissante dans le domaine économique et militaire. Les armées arabes furent au dessous de ce que l'on pouvait attendre. L'Egypte surtout fut faible. La Transjordanie qui possédait la *Légion arabe*, forte de 12.000 hommes, fit bonne figure. C'est à elle que la chrétienté a confié, *de facto*, la garde du Saint-Sépulcre.

« Personne n'a encore compris pourquoi, mais il faut le dire, la Légion arabe s'en est acquittée avec honneur. »

La Syrie et le Liban n'engagèrent que quelques bataillons, équipés de vieux matériel français, en tout 15.000 hommes, sans aviation. L'Arabie séoudite, qui compte 6 à 7 millions d'habitants, n'envoya que quelques centaines d'irréguliers. L'armée palestinienne de Libération fut mal dirigée et peu disciplinée.

En face de cet ensemble hétéroclite et anarchique, les Juifs semblaient cependant bien impuissants. La *Zweï Haganah* — « Armée de défense » — n'était qu'une armée de maquisards. Mais elle avait de solides cadres d'officiers. Elle s'était formée par la lutte clandestine contre les Britanniques, avant leur départ de Palestine. Il semble que sur une population ne dépassant pas 700.000 habitants, les Juifs aient réussi à mobiliser environ 70.000 hommes et femmes. Les hommes furent mobilisés de 20 à 40 ans, et les femmes ne pouvant justifier d'aucune charge familiale, de 20 à 28 ans. On vit partout des filles-soldats, en première ligne, mêlées aux hommes. La fille du Dr Joseph, gouverneur de Jérusalem, fut tuée au front, dans le Néguev.

Cette armée nationale fut également éminemment démocratique. Les soldes furent de 2 à 3 livres par mois. Des allocations furent données aux familles des mobilisés. La discipline et la tenue firent des progrès constants. La police était nombreuse et exigeante. L'allure générale de l'armée resta cependant plus sportive que militaire, « plutôt *Arbeitsdienst* — Service obligatoire du Travail — que *Wehrmacht* ». Et le tout dégageait une impression de totalitarisme. Les arrières étaient organisés, les travaux agricoles assurés, les loisirs aménagés, les permissions fréquentes.

« Est-il besoin de souligner la foi des combattants dans le sionisme, leur courage basé sur la défense d'un « home » national acquis au prix **de longs sacrifices, d'un sol pé**nible à travailler, donc tendrement chéri ? »

La Haganah comprend deux éléments : des forces statiques ; des éléments mobiles. Les forces statiques se recrutent sur place. Hommes et femmes se battent quand leurs villages sont attaqués, et cultivent la terre, dès que l'ennemi s'éloigne. Ce sont des milices.

Les éléments mobiles sont formés de petits contingents spécialisés dans les coups de main et les opérations de représailles. Ils furent renforcés par la dissolution de l'Irgoun, par le groupe Stern, par des afflux de volontaires venus d'un peu partout. Ils finirent par avoir l'allure de brigades internationales, comme celles qui avaient combattu en Espagne. Il y avait là des Slaves, des Allemands, des Américains et même des Britanniques, voire des anciens de notre Légion étrangère, avec des F.F.I. et des F.F.L., qui n'avaient pu s'habituer à la vie provinciale paisible, après les émotions de la vie des maquisards. L'apport de l'étranger ne fut pas moindre dans le domaine du matériel et des finances. Les Américains fournirent une aide particulièrement précieuse : des pilotes expérimentés, beaucoup d'avions, beaucoup de camions envoyés par les Juifs d'Amérique.

« La collaboration de l'U.R.S.S. s'exerça surtout sur le plan militaire, par le canal de la Tchécoslovaquie, qui fut, pour l'armée d'Israël, la principale source d'armements d'infanterie et d'aviation de chasse. »

Dès le début, il y eut un agent juif installé à Prague pour y régler, avec les usines Skoda, les marchés d'armements.

Faut-il en conclure qu'Israël était et est encore inféodé à l'U.R.S.S. ? Il est malaisé de le dire : mais il est sûr que certains comportements juifs sont inquiétants : appui sans réserve de l'U.R.S.S. aux Nations - Unies accordé aux Juifs ; succès des idées communautaires en Palestine. Tout tend à être commun, dans les *Kiboutzim* juifs, c'est-à-dire dans les grandes exploitations agricoles. Mais ce qui est le plus grave, c'est « le matérialisme de la jeune génération juive, qui ressemble étrangement à du nihilisme » ; c'est l'attitude prosoviétique de plusieurs journalistes juifs, de David Courtney, le brillant collaborateur du *Palestine Post* notamment ; c'est la présence dans l'armée d'Israël de nombreux agents soviétiques qui y font de la propagande anti-américaine à peine déguisée. Il faut noter d'autre part qu'Israël, en aviation, copia les méthodes soviétiques : emploi tactique de l'aviation dans la bataille, comme une artillerie à longue portée.

Et pourtant les élections ont donné un son de cloche assez différent. Le parti Mapaï, qui correspond au travaillisme anglais, a obtenu le plus de voix. Sans doute, il est partisan d'une alliance étroite avec l'U.R.S.S., mais rien ne permet de croire qu'il prend ses consignes à Moscou. Il est strictement et farouchement national. Le parti communiste proprement dit n'a eu que peu de voix, en Palestine.

« En résumé, Israël a flirté avec Moscou, en a accepté les faveurs — des faveurs rétribuées — mais, comme disent les femmes russes, « sans lui donner son âme. »

On voit, par ce qui précède, quels nombreux atouts posséda Israël, dans sa lutte contre la Ligue arabe, divisée, irrésolue et molle.

Cela dit, notre article divise la guerre en 5 périodes : 1° du 15 mai au 11 juin 1948, qui fut plutôt défavorable à Israël ; 2° première trêve du 11 juin au 9 juillet 1948, au cours de laquelle les médiateurs ne réussirent pas à trouver une formule de paix, mais qui permit aux Juifs de souffler et de se ressaisir ; 3° la guerre du 9 au 18 juillet 1948, où les Juifs, à la surprise générale, ont presque partout l'avantage ; 4° la seconde trêve, imposée aux belligérants, mais non acceptée par eux, donc fort mal observée, malgré les efforts des observateurs ; 5° la période de l'armistice, signé d'abord, le 30 novembre 1948, entre Juifs et Transjordaniens. Un second armistice fut signé à Rhodes, entre Israël et l'Egypte, le 24 février 1949. Un autre armistice entre Israël et la Transjordanie, général cette fois, fut signé à Rhodes, le 3 avril 1949.

La question de la Palestine n'est pas encore réglée. Il y a chez les Juifs des éléments modérés, mais aussi des extrémistes, analogues aux « zélotes » du temps de Vespasien et de Titus. Exemple :

« Un officier juif de liaison disait à l'un des observateurs, quelques jours avant son départ : « Nous allons tenter, à notre tour, la grande expérience où se sont essayés Alexandre, Rome, les Croisés, la Grande-Bretagne : fédérer le Moyen-Orient... » Comme cet observateur lui demandait : « A votre avis, quelles doivent être les frontières de l'Etat juif ? » il a répondu : « Du Taurus à Suez, de Tell-Aviv à l'Euphrate. »

Comme on le voit, on est loin de la Palestine traditionnelle : de Dan à Bersabée ! Si les ambitieux de cette sorte l'emportent dans les conseils d'Israël, il y aura de nouveau de sanglants conflits dans cette partie du monde. Il semble peu probable que les Juifs parviennent à imposer leur hégémonie au monde arabe qui les enserre ! Il y a là, comme en plusieurs autres lieux de notre pauvre monde, un feu qui couve et qui couvera longtemps sous la cendre. Une imprudence suffira à en tirer un vaste incendie !

Les observateurs de l'O. N. U. ont bien montré leur bonne volonté. Pourrait-on dire, avec la même assurance qu'ils ont fait éclater l'efficacité de leur intervention et de leurs méthodes ?

## IX

Pour terminer cette Causerie, nous essaierons de résumer une substantielle Conférence du R. P. Bigo, à la Semaine sociale de Lille, le 20 juillet 1949, et publiée par les *Travaux de l'Action populaire*, dans leur numéro de sept.-octobre 1949.

Le R. P. part de la publication du décret du Saint-Office du 1er juillet 1949, contre le communisme. Et il fait remarquer que les masses ouvrières, ne voyant dans le marxisme qu'un idéal de justice « prolétarienne », se hérissent dès que l'on parle contre le communisme. On a beau jeu à leur faire croire que la condamnation du communisme est un « coup de réaction ». Les ouvriers, même communistes, ont cependant conscience — vaguement, il est vrai — du jeu dont ils sont les victimes, de la part des hommes d'Etat qui se servent du communisme et de la « mystique » qui y est attachée, pour leurs fins politiques. Il est donc indispensable, mais fort difficile de détromper tant de braves gens, qui veulent « la justice sociale », et qui ne voient pas l'esclavage vers lequel on les conduit, sous prétexte d'assurer cette justice.

« C'est pour éviter ce drame, dans toute la mesure de ses moyens, que l'Eglise, en même temps qu'elle renouvelle sa condamnation du communisme, multiplie ses avertissements sur le capitalisme. Le cardinal Suhard, dans son communiqué du 31 janvier, Mgr Beran et les évêques tchécoslovaques, dans leur Lettre du 26 juin, et, sur le plan journalistique, l'article souvent cité, du comte della Torre dans l'*Osservatore romano* du 8 mai 1949, dénoncent avec vigueur les injustices du capitalisme. »

En somme, il est clair que l'Eglise se bat sur deux fronts. Et en cela, comme on va le voir, elle est parfaitement logique : elle condamne le matérialisme partout où elle le rencontre, et il n'est pas moins virulent dans certaine forme du capitalisme que dans le marxisme !

Qu'est-ce donc que ce capitalisme ?

Ecartons toute idée de pure polémique, et essayons de répondre exactement et avec précision. Trois aspects dans le capitalisme : le capitalisme est 1° une technique ; 2° une structure ; 3° un comportement.

1° Une *technique*. — Le monde moderne est caractérisé par la nécessité d'une immense collaboration humaine, dans l'élaboration de la matière usinée. « Par le travail, plus efficacement que par aucune idéologie, l'homme moderne devient citoyen du monde. »

C'est le capitalisme qui a créé les usines, qui a groupé les travailleurs par centaines et par milliers autour d'elles, qui a lié toutes ces usines par d'innombrables liens entre elles. L'ère capitaliste a donc été une ère de *groupements humains inédits* avant elle.

2° Une *structure*. — L'interdépendance des hommes, qu'ils soient patrons ou ouvriers, dans le système capitaliste de mise en œuvre de la matière, se trouve rompue par l'intérêt égoïste. Elle aboutit alors à un régime de distinction, de séparation et d'opposition entre le capital et le travail, entre la classe possédante et la classe ouvrière. L'intention de la nature et de l'histoire semble déjouée. Chaque entreprise, qu'elle soit artisanale ou étendue au système de l'entreprise géante, ne vise plus que l'intérêt particulier. Les consciences ne s'élèvent jamais à une vue de l'intérêt général ou universel.

« Le marché, cette réalité spécifique du capitalisme, n'est pas autre chose que le lieu où les innombrables pressions, déterminées par la foule anonyme des producteurs et des consommateurs isolés, composent, pour déterminer, à travers des prix de concurrence, d'oligopolie ou de monopole, les orientations globales de la production et de la conjoncture. »

La production capitaliste demeure donc anarchique ; elle cherche uniquement le profit. La loi de l'offre et de la demande lui paraît la seule règle à observer. On ne cherche pas tant à préparer l'avenir qu'à gagner de l'argent dans le présent immédiat. On se refuse à tout dirigisme extérieur. Le grand moteur des entreprises est l'initiative individuelle. Et cette initiative elle-même a pour ressort l'*intérêt individuel*. Le capitalisme est « en situation d'*autonomie* », au regard de l'Etat et de la

nation, et « en situation de suprématie », dans la communauté de travail, c'est-à-dire dans le groupement : patrons-ouvriers. Dans ce système : « l'autorité est liée au capital et le profit lui est réservé. »

« Le capital confère à son détenteur un droit sur la production et un pouvoir sur les producteurs, sans contrepartie de travail actuel de sa part. »

« Prenons-y garde. Nous sommes ici en présence d'une souveraineté émanant de la propriété, c'est-à-dire d'un droit sur les choses, de soi illimité, et d'un pouvoir sur les hommes, en lui-même, sans recours, d'un droit et d'un pouvoir ne comportant intrinsèquement ni limite, ni recours. »

Il va sans dire cependant que ce système ne fonctionne pas entièrement en liberté. Il trouve des limites soit dans les conditions politiques, soit dans les idées morales et religieuses des hommes qui le pratiquent. Il est clair que le capitalisme moderne n'a pas abouti en fait aux mêmes aberrations que l'abus du droit de propriété au sein du paganisme C'est en pleine évolution capitaliste, que la lutte contre l'esclavage s'est développée. Le prolétariat n'est comparable à l'esclavage de l'époque païenne, que dans les clichés de propagande. Le christianisme, très souvent accusé d'impuissance et même de complicité, en face des abus du capitalisme, a tout de même empêché plus de mal qu'il n'en a laissé faire.

3° Un *comportement*. — C'est surtout ce troisième point que condamne le capitalisme. Le christianisme n'a pas agi autant qu'il aurait pu le faire, parce que les capitalistes l'avaient, en grande partie, renié ou déformé !

« Laissant se développer jusqu'à l'absurde les germes d'individualisme et les virtualités anarchiques qu'il contient, portant au-delà de toute limite l'absolutisme de la propriété, le capitalisme est perverti par un esprit de cupidité et de domination directement opposé à l'esprit d'amour qui lui était nécessaire »

L'homme a été traité en rouage de machine, et non en créature de Dieu, en racheté du Christ. Il s'est produit, au sein de la communauté humaine, des dénivellations choquantes : par exemple, d'après une enquête américaine de 1935-1936, 326 familles américaines avaient un revenu supérieur à 500.000 dollars, valant au taux actuel de 350 francs le dollar, 175 millions. Mais 2.143.432 autres familles avaient un revenu inférieur à 250 dollars, soit 87.500 francs, ce qui est « économiquement faible », surtout aux U.S.A. Et les revenus globaux des 326 premières familles égalaient les revenus globaux des secondes. Il y avait donc un rapport de 1 à 2.000 environ entre les revenus des uns et des autres.

« Nous nous étonnons des bourrasques qui traversent la vie sociale. Mais comment les masses de travailleurs, écrasés par ces masses de capitaux, dont l'évolution objective ne tient compte d'aucune idée humaine, dépendant, dans leurs conditions matérielles de travail et d'existence, d'un calcul de profit ou de rendement, comment n'entreraient-elles pas en révolte ? »

Nous comprenons dès lors cette condamnation portée par Pie XII, dans son message de Noël 1942 :

« L'Eglise ne peut ignorer, ni refuser de voir que l'ouvrier, dans son effort pour améliorer sa condition, se heurte à un système social qui, loin d'être conforme à la nature, s'oppose à l'ordre établi par Dieu et à la fin qu'il a assignée aux biens de la terre. Aussi, tout en constatant que certains efforts d'amélioration ayant fait fausse route sont périlleux et condamnables, quel homme et surtout quel prêtre et quel chrétien pourrait demeurer sourd au cri parti du plus profond de la masse, qui, dans le monde d'un Dieu juste, appelle la justice et la fraternité ? »

Il y a donc de multiples raisons de condamner le capitalisme, tel qu'il apparaît dans l'histoire et tel que nous le voyons encore sous nos yeux. Il est faux que la religion soit « l'opium du peuple ». Mais pour qu'elle ne le soit pas, elle doit savoir élever la voix avec force contre les abus du capitalisme.

Doit-on, pour autant, se rallier au collectivisme ? La masse est portée aux réactions excessives. On lui souffle la haine des classes et la lutte à outrance. Une propagande infernale tente de la jeter dans une direction tout autre que celle qui était suivie jusqu'ici. Les individus disparaissent. Le dirigisme prend les leviers de commande. Le capital est privé de tous ses droits, ou plutôt, il n'y a plus que l'Etat collectiviste dirigeant tout, disposant de tout, y compris du capital, s'imposant par la force en tout. La loi du travail est désormais, en U.R.S.S., d'être « planifié ». La loi du Plan consiste en ordres donnés aux producteurs, en limitations imposées aux options des consommateurs.

Mais que devient l'homme en tout cela ? Telle est la question essentielle. Le capitalisme est condamné en ce qu'il a d'*inhumain*, et par suite condamné par la loi naturelle et par la loi positive de Dieu, dans l'Evangile.

En face de tout régime nouveau, nous avons la même question à poser : l'homme est-il mieux respecté, dans sa dignité, dans sa liberté, dans ses fins spirituelles ? Tout est là ! Or, il est clair, pour tout homme sensé et loyal, que la réponse à cette question est négative sur tous les points. A choisir entre le régime capitaliste américain et le régime communiste russe, et en se plaçant uniquement au point de vue de la dignité humaine, il est évident que le premier l'emporte sur le second. Est-il, pour autant, définitif, intangible, sacré ? Assurément non ! Le matérialisme est condamnable partout où il se trouve. Mais il est infiniment plus nocif, plus barbare, plus antihumain, en régime communiste qu'en régime capitaliste, d'autant que ce dernier régime a déjà reçu, par l'existence des syndicats un correctif puissant et efficace.

« L'homme ne reprend pas, dans le collectivisme, le primat qu'on projetait de lui rendre, conclut le P. Bigo, l'anéantissement presque total des autonomies économiques ne vaut pas mieux que leur absolutisme. » Ce sera aussi notre conclusion.

L. CRISTIANI.

# L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

## Comptes rendus Bibliographiques

R. P. ROBINNE, S. J. — **L'apôtre au cœur mangé. Jean de Brébeuf (1593-1649).** — Grand in-8 de 300 p. — Edit. St-Paul, 1949.

On n'a pas toujours la bonne fortune, lorsqu'en lecteur pressé on parcourt une biographie, voire une vie de saint, de la subir sans impatience. Le P. Robinne, dans cette vie de S. Jean de Brébeuf, trop oublié en

sa patrie normande, mais dont le souvenir est resté vivace en sa patrie d'adoption, le Canada, a su fixer intensément notre attention sur « une époque », sur « un homme » et sur « une mission ».

Le portrait se détache sur une toile de fond très riche, dont la trame est composée des événements historiques et des agitations politiques d'une époque particulièrement troublée et aventureuse, il y a de cela plus de trois siècles.

C'était à l'un des « tournants de la vieille France » particulariste, attachée à ses « franchises », défiante à l'égard de l'autorité et déjà toute disposée à admettre le principe subjectif du libre examen. On sortait à peine des guerres de Religion qui désolèrent tant la province normande. Un splendide renouveau chrétien se manifestait, en suite du Concile de Trente et de la naissance de l'Ordre des Jésuites.

Jean de Brébeuf vit le jour chez de petits hobereaux normands traditionnellement attachés au sol du manoir ; noblesse d'essence rurale « allant, le panier au bras et l'épée au côté, vendre elle-même les produits du château-ferme au marché de la ville voisine». Cette noblesse n'était pas riche. Du moins elle avait le cœur haut placé, jusque dans ses égarements. « On y voyait mourir comme des saints ceux qui avaient vécu comme des diables. » C'était aussi l'époque des grandes entreprises marchandes et des conquêtes apostoliques en cette vaste Amérique, découverte par un navigateur de Dieppe quatre ans avant Colomb, où le malouin Jacques Cartier fait figure de fervent missionnaire. Les exploits et les récits de Champlain, son digne continuateur, déterminent un grand choc collectif vers cette Nouvelle France, dont la prodigieuse histoire reste inséparablement liée à celle de Jean de Brébeuf.

De bonne heure les Jésuites furent appelés à y exercer leur zèle. Non toutefois sans se heurter à l'éternelle contradiction qui les rapproche du Christ, car ils furent tout d'abord, à la suite d'intrigues, évincés de la colonie naissante, et supplantés par un certain abbé Fléché, du diocèse de Langres, dont les méthodes d'évangélisation s'avérèrent infructueuses. C'est seulement en 1611 que le P. Biard, accompagné du P. Massé, aborde l'Acadie (Nouvelle Ecosse), et en 1625 que le P. de Brébeuf arrive au Canada. Ce qu'y furent les travaux et les fatigues de ces pionniers de l'Evangile est inouï. Il faut en lire le récit dans l'ouvrage du P. Robinne, dont les renseignements sont puisés aux meilleures sources, notamment les fameuses « Relations » des RR. PP. acteurs et témoins de ce drame incomparable.

Il était réservé au P. de Brébeuf, dont les débuts dans l'Ordre furent plutôt humbles et obscurs, d'œuvrer chez les Hurons, peuple courageux mais indiscipliné, d'une immoralité proverbiale. Le R. P. adopte leur genre de vie, sans souci des répugnantes promiscuités, et partage leurs travaux, seul moyen de pénétrer ces âmes frustres, à la langue très pauvre, qui ignorent l'écriture et dont l'état social se réduirait en somme à un « collectivisme » à l'état de nature. Il s'agit de gagner leur affection. Entreprise quasiment réfractaire à tout effort humain, car ces grands enfants des bois ont l'humeur capricieuse et changeante et, s'ils sont sensibles aux bons procédés, subissent aveuglément l'influence des sorciers qui interprètent leurs songes et désignent à leur vengeance le pouvoir maléfique des missionnaires, dès qu'un fléau menace. De là ces alternatives de succès et de revers qui en auraient découragé d'autres. Mais loin de se plaindre, le P. manifeste plutôt, par ses aveux, l'âpre joie du travail infécond. Et c'est le comble de l'héroïsme.

Au reste la contradiction est partout. On la retrouve dans les incessants démêlés des Hurons avec les Iroquois, leurs ennemis de race. La guerre d'extermination qu'ils se livrent est encouragée par la perfide Albion. Car, si celle-ci est devenue notre alliée du fait d'un danger commun, elle était alors, par tradition, acharnée à nous ravir nos conquêtes. Elle soutint les Iroquois contre les Hurons, nos alliés, en leur procurant, avec les Hollandais, armes et munitions.

Les Missions sur qui reposait tout entière la force de la colonie devaient en subir le contre-coup. Elles commençaient à prospérer. C'était donc l'heure des holocaustes et le P. de Brébeuf ne s'y trompait pas. En 1649 les incursions des Iroquois se font plus acharnées. De Brébeuf et le P. Lallemant sont l'âme de la résistance. Ils ne tardent pas à tomber entre les mains de l'ennemi qui leur fit subir les plus atroces supplices. Avant leur mort on leur arracha le cœur à tous deux, et ces barbares s'en repurent, puisant en sa source leur sang tout chaud.

Ainsi finit l' « Apôtre au cœur mangé » dont la « survie » devait marquer en terre canadienne le triomphe de la croix. Notre compte rendu très incomplet ne donne qu'une pâle idée d'un ouvrage qui sera justement apprécié, en raison surtout de son abondante documentation.

---

Abbé A. DAVID. — **Le Père de Montfort**, par ses meilleurs historiens. — In-8 de 158 p. — Paris, Librairie Mariale, 23, rue de Fleurus, 6e, 1947.

A l'occasion de la canonisation du P. de Montfort, M. D. a rassemblé, dans une sorte d'anthologie, des passages empruntés aux œuvres de 31 écrivains célèbres. Il les a groupés de manière à constituer une biographie du saint, nous le présentant (en 30 chap.) : 1o avant les grandes années, 2o comme missionnaire, 3o comme maître spirituel, 4o après sa mort et dans sa survivance. Nommons, parmi les auteurs mis à contribution, René Bazin, Henri Bremond, Daniel-Rops, Pierre de la Gorce, R. P. Garrigou-Lagrange, cardinal Mercier, L. Chaigne, P. Faber, Mgr Laveille, etc. Pour chacun d'eux, le morceau cité couvre trois à quatre pages en moyenne.

Ce n'est pas là seulement une lecture agréable ; c'est aussi une mine de textes excellents que les panégyristes du saint auront tout avantage à consulter et à utiliser.

---

O. WALTER. — **Pie XII. Sa vie, sa personnalité.** — In-8 écu de 296 p. et 16 hors-texte, 390 f. — Mulhouse, Edit. Salvator, 1949.

Un journaliste suisse, qui naguère eut l'occasion d'approcher le cardinal Pacelli, nous décrit sa vie jusqu'à l'élévation au Souverain Pontificat inclusivement. Le dessein n'est pas de nous donner une biographie qui rende inutile les travaux de précise érudition : l'auteur possède l'art de choisir et de mettre en valeur les faits marquants ou les anecdotes qui peignent sur le vif un personnage ou une situation. La lecture est attrayante ; cependant, quelques formules rapides, d'ailleurs bien rares, demanderaient revision.

Ce livre, paru l'année même où S. S. Pie XII fête son jubilé sacerdotal, contribuera à faire connaître et aimer, encore davantage, celui dont toutes les âmes de bonne volonté ont salué l'élection papale avec une joie intense. A côté du héros principal, plusieurs figures, tel le cardinal P. Gasparri, sont vigoureusement campées.

Un second volume, actuellement en préparation, complétera celui-ci : il sera consacré « à l'œuvre religieuse, diplomatique et charitable du Souverain Pontife glorieusement régnant ». Son intérêt considérable, en raison de la personnalité de Pie XII et de l'importance des événements, n'échappera à aucun de nos lecteurs.

---